Franck Gaudichaud

Historien, université de La Rochelle, membre du comité de rédaction de la revue Dissidences.

Retour sur les leçons chiliennes

Il y a trente ans, l'expérience de l' Unité populaire chilienne et de son renversement par un coup d' État militaire devenait matière à réflexion stratégique pour la gauche latino-américaine comme européenne. Au moment où d' aucuns opposent un « modèle brésilien » imaginaire à un supposé « modèle chilien », Franck Gaudichaud revient sur les leçons du processus chilien.

Trente ans après le coup d'État du 11 septembre 1973, le Chili reste un « pays-symbole », trimbalant derrière lui sa cohorte d'images mythifiées, voire mystifiées, entrées dans le grand livre des mémoires par la porte du réductionnisme historique. Ici, de l'autre côté de l'Atlantique, il ne nous reste souvent que quelques clichés : l'image d'un Pinochet archétype des dictateurs latino-américains, la photo jaunie d'un Salvador Allende, héros solitaire défendant jusqu'à la mort le palais présidentiel et la légalité qui l'avait porté au gouvernement.

Une histoire occultée

L'histoire du « pouvoir populaire » sous le gouvernement Allende (1970-1973) et des luttes d'une fraction importante du prolétariat au sein d'organisations radicalement nouvelles, les cordons industriels et les commandos communaux, continue pourtant d'être occultée ou déformée, notamment par la gauche social-libérale actuellement au gouvernement. Parce qu'il n'entrait pas dans le schéma dominant de l'Unité populaire (UP), parce qu'il est resté en marge des objectifs de participation gouvernementale voulus par les grands partis de la gauche chilienne, ce processus de dualité de pouvoir a souvent été négligé. Il est pourtant clair que la dynamique de ce combat d'ouvriers, de paysans, de *pobladores*[1] et d'étudiants a mis à nu les contradictions de la « voie pacifique au socialisme » ou « voie chilienne au socialisme ».

Pour comprendre la dynamique de la lutte de classes de cette période, il faut revenir rapidement sur la composition de l'UP, coalition hétérogène tant d'un point de vue social que politique. Dirigée par Salvador Allende elle tente de coordonner des forces politiques allant du Parti communiste au Parti radical (représentant indirect de certaines fractions de la bourgeoisie chilienne), en passant par le PS et des secteurs démocrates-chrétiens en rupture avec leur organisation (comme le MAPU et plus tard la Gauche chrétienne). La stratégie de l'UP, par son projet d'alliance tactique avec la mal nommée « bourgeoisie nationale progressiste », s'inscrit dans la continuité des « fronts populaires » chiliens de la fin des années 1930, avec la nouveauté qu'elle est sous hégémonie de deux partis majoritairement ouvriers et populaires : le PC et le PS. Son programme est un programme de réformes radicales et progressistes de type « démocrate-bourgeois radical ». Pour résumer, la tactique générale de la « voie chilienne au socialisme » s'appuie essentiellement sur quatre thèses centrales articulées considérablement éloignées de la théorie et de la *praxis* des « classiques du marxisme ». C'est pourquoi la « voie chilienne » est à l'époque présentée comme la possibilité novatrice d'une transition « démocratique » :

1. la thèse de la « révolution par étape » et de la possibilité d'une transition graduelle au socialisme, en utilisant tout le potentiel des institutions en place ;
2. la thèse de la « flexibilité institutionnelle » et de la spécificité de l'État chilien au sein d'un système politique stable, qui garantirait le maintien du fonctionnement de la « démocratie » ;
3. la thèse de la constitutionnalité des Forces Armées et de leur respect inébranlable du suffrage universel ;
4. la thèse de l'alliance de classe avec la dénommée « bourgeoisie nationale progressiste » au sein d'un projet de développement industriel capitaliste autocentré, antimonopoliste et anti-impérialiste.

Le but déclaré de l'Unité populaire était de sortir des ornières des gouvernements précédents (dont le populisme démocrate-chrétien), pour appliquer un certain nombre de réformes importantes et une importante redistribution des richesses[2]. Dans l'esprit de la gauche qui accède au gouvernement en novembre 1970, cette modernisation de l'économie et la démocratisation de la société s'articulaient fondamentalement autour de quatre lignes de réformes :

- nationalisation des ressources naturelles essentielles du pays dont le cuivre (« le salaire du Chili ») aux mains de l'impérialisme américain ;
- réforme agraire qui approfondirait celle débutée par le gouvernement démocrate-chrétien ;
- nationalisation d'une partie des grands monopoles industriels et du système bancaire ainsi que d'une partie du secteur de la distribution ;
- de nombreuses mesures sociales progressistes (les « 40 mesures ») sans précédent par leur ampleur dans l'histoire du pays.

Le début de l'application de ce programme fut possible grâce à la formidable mobilisation sociale et aux immenses espoirs qu'incarne Salvador Allende,

médecin socialiste franc-maçon. Le « camarade-président » représente alors pour la grande majorité du mouvement ouvrier et de larges fractions des classes populaires, l'espoir de la justice sociale et de la remise en cause du capitalisme dépendant. La période du gouvernement Allende est celle d'une dynamique de démocratisation intense de la société chilienne, qui ébranle toutes les structures de la formation sociale de ce petit pays.

Dès ses origines, l'Unité populaire s'est trouvée prise dans une contradiction majeure : elle était le produit du développement de luttes radicales et appelait de ses vœux le « pouvoir populaire », tout en refusant la remise en cause directe des institutions et de l'armée. Ce « *poder popular* » (pouvoir populaire) devait surgir d'une incorporation progressive et graduelle des représentants du peuple au sein des instances de l'État, qui devait finir par se transformer « de l'intérieur ».

Selon Salvador Allende, l'exercice du pouvoir populaire est seulement destiné à appuyer les actions gouvernementales, en libérant les travailleurs et en leur donnant la possibilité d'exprimer démocratiquement leurs volontés face à l'oligarchie chilienne. Ce pouvoir devait tout d'abord passer par les Comités de l'unité populaire (CUP), formés dans les usines, dans les quartiers afin d'organiser des forces favorables à l'UP durant la campagne électorale pour les présidentielles. Ils devaient par la suite mobiliser et former politiquement les travailleurs pour aider le gouvernement. Cependant, ceci s'avère rapidement illusoire. Les CUP disparaissant quasiment dès la victoire consommée, du fait de l'absence d'objectifs précis qui leur étaient assignés en dehors de la campagne électorale.

Dans la même optique, est mis en place un système de participation des travailleurs au sein des entreprises nationalisées, dite Aire de propriété sociale. Cette cogestion était envisagée par le biais d'une intégration accrue de la Centrale unique des travailleurs (CUT)[3] dans l'orientation du secteur nationalisé, au niveau central comme au niveau local. C'est dans cet esprit que Salvador Allende déclarait le 1er mai 1971 : « Fortifier le pouvoir populaire et le consolider, revient à rendre plus puissants les syndicats en les rendant conscients qu'ils constituent un des piliers fondamentaux du gouvernement ». Outre son caractère démocratique (finalement assez limité), cette participation des travailleurs est conçue comme un instrument de rentabilité et de productivité des entreprises. Cette volonté se traduit par la propagande du PC autour du thème sans cesse martelé de « la bataille de la production ». Cohérente avec cette stratégie d'extension progressive des conquêtes des travailleurs, l'UP comme la direction de la CUT voyaient dans la rentabilité du secteur étatisé le meilleur allié pour s'attirer les faveurs de fractions croissantes de la population, en même temps que le moyen d'accroître le pouvoir d'achat des classes pauvres (+38 % pour les ouvriers dans la première année). Le projet de nationalisation du gouvernement[4] ne s'adresse initialement qu'à une partie de l'économie nationale, essentiellement le secteur moderne et monopolistique. Cédant à la pression de la démocratie-chrétienne et du patronat, ce projet est réduit par le gouvernement à 91 entreprises, soit environ 10 % des travailleurs industriels (55 800 personnes) et moins de 1 % des 35 000 entreprises chiliennes. Ainsi, il laisse sans perspective la très grande majorité des ouvriers de la petite et moyenne industrie, considérée comme « non stratégique », mais également des pans entiers de l'industrie du textile, du bâtiment et de l'alimentaire : soit plus de 500 000 travailleurs.

De par son passé, la CUT représente avant tout les salariés liés à l'État. Ce lien de dépendance est renforcé sous Allende par l'intégration progressive de la centrale à la direction de l'État et de ses entreprises. En témoigne la formation d'un nouveau cabinet du début novembre 1972. Pour « calmer ses troupes » après la grève patronale insurrectionnelle d'octobre, la réponse d'Allende est la mise en place d'un gouvernement civilo-militaire où l'on retrouve, au coude à coude avec trois hauts chefs des forces armées, Rolando Calderon (secrétaire général de la CUT) au ministère de l'Agriculture et Luis Figueroa (président de la centrale) au ministère du Travail. À cette date, le gouvernement prend clairement le visage d'un *bonapartisme sui generis* en jouant un rôle d'arbitre du conflit de classe.

Si l'on peut constater le fonctionnement bureaucratique de la CUT, cette organisation syndicale n'en a pas moins une forte influence sur l'ensemble du monde ouvrier. Malgré cette mainmise du Parti communiste sur l'appareil syndical, la remontée de courants radicaux dans le mouvement ouvrier à la fin des années 1960 se traduit par une érosion sensible du PC. On voit ainsi progresser l'influence du PS, mais aussi de la gauche Révolutionnaire (MIR)[5], qui tente d'organiser les ouvriers à partir de 1972, par le biais du « Front des travailleurs révolutionnaires » (FTR).

Pouvoir populaire et Cordons industriels

Héritière d'une tradition de lutte autonome et poussée par la radicalisation des revendications des pauvres de la ville et de la campagne, une partie de la classe ouvrière chilienne va donner naissance à un mouvement unique par son ampleur en Amérique latine. Il s'agit de la mise en place du contrôle ouvrier sur la production et le ravitaillement, en dehors de tout schéma préconçu par l'UP. Au cours des affrontements d'octobre 1972 et des grandes mobilisations de 1973, les mots d'ordre purement économiques s'articulent avec des demandes politiques de certaines fractions ouvrières radicalisées ; cette connexion se traduit par la formation des Cordons industriels. Lorsqu'en octobre, le grand

patronat, commerçants, professions libérales, ingénieurs profitent de la grève des camionneurs (financée à coup de milliers de dollars par la CIA) pour bloquer la production et l'économie du pays, les ouvriers occupent massivement les usines et certains parviennent à les remettre en route sous leur propre contrôle. Ces cordons industriels sont formés sur la base d'une coordination territoriale de plusieurs dizaines d'usines et regroupent en majorité des délégués des petites et moyennes entreprises. Ils se constituent indépendamment de leur branche économique et de la structure syndicale. Après avoir été essentiellement dirigées autoritairement (« par en haut ») dans l'urgence d'octobre par des leaders syndicaux et des militants PS et MIR, des assemblées de travailleurs sont mises en place dans les usines les plus combatives. Le but affiché était que l'assemblée élise deux ou trois délégués, révocables à tout moment, qui eux-mêmes voteraient les décisions au sein de l'assemblée des délégués du Cordon. Pourtant, les salariés du Cordon ne tardent pas à se heurter aux limites de la stratégie de la gauche et ils tendent à se démobiliser sous la pression des appareils syndicaux et politiques hégémoniques. Ces formes d'organisations alternatives font néanmoins un pas supplémentaire dans le sens d'une unification de leur lutte en créant, en juillet 1973, la coordination des Cordons industriels de la province de Santiago.

C'est le Cordon Cerillos dans la commune de Maipu, à Santiago, qui a enclenché ce processus de rupture et d'insurrection. Il s'était formé dès le 28 juin 1972, dans le sillage d'une série de grèves industrielles au cours desquelles des travailleurs (de la métallurgie en particulier) réclamaient eux aussi leur droit à appartenir au secteur étatique. Dans ce but, ils n'avaient pas hésité à occuper le ministère du Travail, pourtant dirigé par une « camarade-ministre ». Dans sa plate-forme du 30 juin, le Cordon Cerrillos appelait notamment au « contrôle ouvrier de la production à travers des conseils de délégués révocables à tout moment, dans toutes les industries, mines et propriétés foncières », ainsi qu'à l'instauration « d'une assemblée populaire en remplacement du parlement bourgeois ». Il se déclarait prêt à « appuyer le gouvernement et le président Allende dans la mesure où celui-ci interprétera les luttes et mobilisations des travailleurs », marquant ainsi sa défiance à l'égard de la politique de l'UP, tout en réaffirmant la légitimité populaire du gouvernement.

Pendant la crise d'octobre 1972, puis à la suite du soulèvement militaire du colonel Souper en juin 1973 (appelé *Tancazo*), puis après la nouvelle grève patronale de juillet de la même année, ces formes d'organisations populaires vont connaître une formidable extension à travers tout le pays. Elles s'attacheront à maintenir coûte que coûte la production, à s'occuper des problèmes de transport en réquisitionnant bus et camions, à faciliter le ravitaillement en aidant les « Juntes de Ravitaillement » (JAP) mises en place par le gouvernement, mais en leur insufflant un contenu élargi par l'ouverture des commerces en grèves. À Santiago, ce sont les Cordons Cerrillos et Vicuña Mackenna qui joueront le rôle le plus important. Dans la capitale, les cordons rassemblent plusieurs dizaines de milliers de travailleurs, mais on les trouve du Nord au Sud également : à Arica, à Concepcion ou encore à Talcahuano.

Cette montée en puissance de l'organisation de la classe ouvrière sur des bases autonomes se fait en corrélation avec la structuration d'une alliance populaire au sein des « Commandos communaux ». Les Commandos communaux sont conçus comme des organismes fondés par un ou plusieurs quartiers et qui permettent la réunion au niveau communal de délégations d'ouvriers, paysans, étudiants et de ménagères. Le but était d'agir sur les problèmes de l'approvisionnement, du développement exponentiel du marché noir, des manques de contrôle sur le secteur de la distribution ou des transports, des difficultés pour l'accès à la santé ou au logement. Cette forme originale de démocratie directe est facilitée, au Chili, par la dynamique du mouvement *pobladores* qui, depuis la fin des années 1960, s'organise dans les zones de périphérie urbaine (les *poblaciones*). Par exemple, ils facilitent la mise en place de la *Canasta popular* (le panier populaire), décidée pour combattre le renchérissement du prix des denrées de première nécessité, due à l'explosion du marché noir. Pourtant, plus encore que les Cordons industriels, ils ne parviennent pas à jouer le rôle qui leur était assigné par la gauche révolutionnaire : celui d'incarner les *soviets* à la chilienne. D'ailleurs, il y aura un âpre débat entre les militants de ces organisations pour savoir si la priorité devait être accordée aux Cordons (volonté du PS) ou aux Commandos (volonté du MIR). Il apparaît que cette discussion était surtout le reflet de l'implantation de chaque parti. En effet, les Cordons étaient dominés au niveau de leur direction par des socialistes, tels que Hernan Ortega (Cordon Cerrillos) ou Armando Cruces (Cordon Vicuña Mackenna), alors que les quelques commandos fonctionnant réellement l'étaient par des *miristes*. Malgré sa politique d'ouverture et des progrès importants au sein de l'industrie, conséquence de la radicalisation ouvrière, le MIR est avant tout enraciné dans les secteurs du semi-prolétariat urbain. Ses militants sont parvenus à gérer de manière remarquable des quartiers entiers, tels celui de la *Nueva La Havana*, véritable village autogéré, à l'intérieur de Santiago.

En ce qui concerne les cordons industriels, leur pratique dépasse largement les mécanismes syndicaux traditionnels, et en premier lieu ceux de la CUT. La centrale apparaît dès lors, comme structurellement déficiente pour répondre activement au niveau de combativité des travailleurs. Les accusant de parallélisme ou de divisionnisme, et niant ainsi leur rôle essentiel face aux attaques du patronat, la CUT tentera de freiner leur constitution. De même, malgré le

fait que nombre des militants de base soient partie prenante des Cordons, aux côtés d'ouvriers socialistes, miristes et démocrates-chrétiens, le Parti communiste attendra jusqu'à la grave crise du *Tancazo* pour reconnaître officiellement les Cordons et permettre à ses militants d'y participer, mais dans la perspective de mettre le « pouvoir populaire » sous contrôle gouvernemental. L'accusation de double emploi vise aussi les commandos communaux, structure pourtant différente de celle de la CUT. Le PC rejetait toute « création d'un pouvoir alternatif au gouvernement ». Ce à quoi le MIR répondait par une volonté de voir naître un véritable pouvoir populaire, en refusant « la subordination des masses à la démocratie bourgeoise » et à la stratégie réformiste. Quant au PS, à la recherche d'une synthèse impossible, il reconnaissait « le développement d'un pouvoir populaire alternatif aux institutions bourgeoises, mais pas au gouvernement », car selon lui, « le pouvoir populaire, surgit de la base, lui est complémentaire ». La distance entre le gouvernement Allende et le « *poder popular* » s'est creusée à mesure que le modèle économique de redistribution s'est essoufflé, pour sombrer dans la paralysie et la crise. D'où les critiques des militants de l'aile gauche de l'UP, alliés sur le terrain à ceux du MIR. Ainsi du manifeste paysan de Linares en décembre 1971 à l'assemblée populaire de Concepcion (juillet 1972), il y a une volonté répétée de faire pression sur le gouvernement et d'imposer des mesures bien plus avancées, notamment par la constitution immédiate d'une assemblée du peuple unique. Dés janvier 1973, les Cordons se sont opposés violemment au projet du ministre communiste Orlando Millas qui appelait, après les occupations d'octobre, à restituer les usines « non stratégiques », afin de ne pas alourdir la charge du gouvernement civilo-militaire. Cette levée de boucliers obligea d'ailleurs le ministre à faire machine arrière. En mars, le gouvernement put rasseoir sa légitimité de « gouvernement du peuple » en obtenant plus de 43 % des suffrages aux élections législatives. De plus, durant toute l'année 1973, l'armée, loin d'être une force neutre, comme l'affirmait le Président Allende, commence son travail de répression. Profitant d'une loi votée en 1972 sur le « contrôle des armes », les militaires interviennent dans les usines, confisquent le peu d'armes qu'ils y trouvent et évaluent les résistances : il y a durant cette période plusieurs morts et de nombreux blessés, répression qui n'est à aucun moment dénoncée ou remise en cause par le gouvernement. Après la crise de juin 1972, alors que l'ensemble des organismes de pouvoir populaire ont pu consolider leur assise et que tous les journaux proches des classes dominantes crient à la dictature du prolétariat, la CUT réitère ses appels à rendre une partie des usines occupées. Pour assurer l'ordre, dès le 9 août est formé un nouveau cabinet civilo-militaire, dit de sécurité nationale. On y retrouve les généraux des trois armes et le commandant en chef de la police. Cette nouvelle réponse négative du gouvernement à l'intensification des luttes sociales fait dire à Armando Cruces (du Cordon Vicuña Mackenna) dans un communiqué : « les militaires au gouvernement, de même qu'en octobre, représentent une garantie pour les patrons et non pour la classe ouvrière ». Un mois plus tard c'est le coup d'État du 11 septembre 1973, dirigé par un certain général Pinochet, nommé à la tête de l'état-major par Salvador Allende, qui y laissera la vie en même temps que des milliers de chiliens anonymes.

Pour un bilan objectif sur les Cordons industriels, il est inévitable de souligner que, malgré l'ampleur du phénomène de dualisation des pouvoirs (production, circulation, ravitaillement, sécurité des quartiers pris en main par les ouvriers), le « pouvoir populaire » n'en a pas moins eu un caractère limité et temporaire. Les Cordons ne parvinrent pas à s'unifier politiquement. Ces organisations ouvrières et populaires se trouvèrent désarmées, aussi bien au niveau organisationnel que politique, face aux réponses négatives que leur donnaient l'exécutif et la direction de l'UP. Leurs actions, leur montée en puissance se sont effectuées essentiellement de manière défensive et passagère, alors que l'initiative avait été laissée aux attaques du patronat. En dehors des périodes d'affrontement, leur coordination reste une simple superstructure, servant de cadre de réunion aux différents dirigeants syndicaux et politiques implantés dans les Cordons, plutôt que d'organe d'expression des masses. Indéniablement, l'évolution des Cordons n'est pas du tout linéaire. Elle connaît d'importants reflux, selon des réactions du gouvernement auxquels la plupart des militants restent attachés (tant par leur parti que par leurs conceptions politiques). Après chaque crise, malgré une amélioration significative de leur capacité de mobilisation, il leur est demandé de respecter les engagements contractés par l'UP en 1970. De ce fait, on assiste à chaque fois, à un retour à l'isolement et l'atomisation des travailleurs au sein de leurs usines respectives.

Le MIR, sorti de la clandestinité depuis à peine quatre ans, reste impuissant à faire changer ce modèle, oscillant entre sur-volontarisme, critiques acerbes de l'Unité populaire et la tentation de s'allier avec son aile gauche, surtout au sein du PS, qui possède une importante implantation ouvrière. Malgré le succès indéniable de la diffusion de leurs idées, les *miristes* maintiendront le fonctionnement militariste très fermé de leur organisation : leurs « fronts de masses » tels que le Front des travailleurs révolutionnaires (FTR) étaient en fait directement dirigés par le Comité central du MIR, sans que les militants de base n'aient le droit de discuter de manière ouverte et démocratique sa politique. D'autres militants de la gauche révolutionnaire essaieront eux aussi d'effectuer un travail politique (interne et externe) vers la base ouvrière du PS qui adoptait des positions entrant de plus en plus en contradiction avec

l'orientation du gouvernement et de la direction de l'UP. Pourtant, d'une manière générale, l'hégémonie du PS et du PC sur les secteurs du prolétariat politiquement les plus avancés reste incontestée. La gauche révolutionnaire est d'ailleurs souvent marquée par des pratiques substitutistes qui nuisent à son développement.

Dans ces conditions, ce pouvoir populaire qui cherche à s'unifier, à établir des embryons de *double pouvoir* et à se donner une direction politique révolutionnaire, n'eut ni le temps ni la force, de se préparer au coup d'État contre-révolutionnaire. Depuis longtemps, les classes dominantes, ne s'encombraient pourtant plus de principes légalistes et complotaient ouvertement en vue de l'intervention militaire (avec l'aide en argent et en matériel de guerre du gouvernement des États-Unis[6]). Salvador Allende, quant à lui, essayait de maintenir un équilibre introuvable de conciliation avec l'armée, certaines fractions de la bourgeoisie et d'appeler au calme sur le thème du « *No a la guerra civil* ». En août 1973, il réintègre des militaires au gouvernement. L'Unité populaire fut incapable de s'appuyer sur la « révolution par en bas » qui surgissait de tous cotés, qui réclamait la fermeture du Congrès, l'épuration de l'armée des officiers réactionnaires et sa démocratisation, la nationalisation sous contrôle populaire de la distribution afin d'empêcher le marché noir, le contrôle ouvrier de la production et du pays, l'organisation de comités de défense et la distribution des armes au peuple. Le 4 septembre 1973, le centre de Santiago est envahi par une marée humaine de plus de 800 000 personnes (alors que la capitale compte à peine 3 millions d'habitants !) qui réclament la « main dure » (*mano dura*) contre la réaction et la nécessité de se préparer en vue de l'imminence du coup d'État. Quelques jours plus tard, ce sont quelques dizaines de militants professionnels qui affrontent tanks et avions de chasse dans la Moneda[7] en flamme, alors que rien n'a été fait pour mobiliser la classe ouvrière la plus organisée d'Amérique Latine.

Leçons et perspectives...

« Avant nous avions la crainte que le processus de passage au socialisme soit en train de céder pour arriver à un gouvernement de centre, réformiste, démocrate-bourgeois qui tendait à démobiliser les masses ou les poussait à des actions insurrectionnelles de type anarchique, par instinct de conservation. Mais désormais, en analysant les derniers évènements, notre crainte n'est plus celle-là ; maintenant nous avons la conviction que nous sommes sur une pente qui nous conduira inévitablement au fascisme » : c'est en ces termes que la coordination provinciale des Cordons industriels de Santiago s'adressait, le 5 septembre 1973, au premier mandataire du Chili. Il s'agit d'une lettre rendue publique 6 jours exactement avant le coup d'État. Elle se termine ainsi : « Nous vous prévenons, camarade, avec tout le respect et la confiance que nous vous portons encore, que si vous ne réalisez pas le programme de l'Unité populaire, si vous ne faites pas confiance aux masses, vous perdrez l'unique appui réel que vous possédez, comme personne et comme gouvernant, et vous serez responsable de porter le pays, non à la guerre civile, qui est déjà en plein développement, mais à un massacre froid, planifié, de la classe ouvrière la plus consciente et la plus organisée d'Amérique latine »[8].

Ces paroles résonnent encore, 30 ans après : elles sont le témoin qu'il existait au Chili une alternative possible au respect aveugle et jusqu'au-boutiste des institutions bourgeoises et des forces armées.

En 1973, le Chili est l'épicentre de la lutte des classes en Amérique latine, après la défaite de la classe ouvrière d'août 1971 en Bolivie : ni les classes dominantes locales, ni l'impérialisme n'entendaient laisser ce nouveau maillon faible aux mains des classes populaires. L'épreuve de force, préparée suite à des affrontements partiels, se produit le 11 septembre 1973. Le mouvement ouvrier et populaire se trouve alors complètement désarmé face au coup d'État militaire et à la répression sanglante. La dictature s'installe pour 17 ans, transformant le Chili en laboratoire du capitalisme néolibéral.

Ce rappel doit surtout nous permettre de dégager quelques leçons essentielles. En opposition radicale aux conclusions des eurocommunistes, qui crurent voir dans la défaite chilienne la confirmation que « la démocratie libérale » constituait un horizon indépassable, plusieurs points semblent se dégager :

- Le mythe de la « stabilité démocratique » du Chili et de la flexibilité de ses institutions ont rapidement été démentis par la lutte des classes, mais il ne s'agit pas pour autant de nier toute utilisation des possibilités légales. De même, des conditions exceptionnelles comme celles du Chili de 1970, prouvent qu'un gouvernement de gauche peut servir *transitoirement* d'appui au mouvement anticapitaliste et le favoriser réellement. Cependant, ceci ne semble valable que si l'exécutif soutient l'émergence de la *rupture révolutionnaire* et s'efforce réellement de neutraliser l'action des classes dominantes, de l'appareil répressif. Tout processus de transition doit chercher à s'appuyer systématiquement sur les luttes sociales, sur la démocratie directe qui surgit de la base, sur la « révolution pas en bas ». Surtout, il faut tout faire pour favoriser le surgissement d'organisations participatives, de double pouvoir, qui représentent les instruments de luttes capables de créer les structures politico-sociales émancipatrices et d'abattre l'appareil d'État aux mains des classes dominantes.
- Historiquement, les classes dominantes ne se sont jamais laissées déposséder sans défendre par tous les moyens leurs intérêts de classe, y compris par la violence, la torture et l'assassinat politique : le Chili ne fit pas exception.

Avoir diffusé l'idée que les Forces armées chiliennes étaient constitutionnalistes et « démocratiques » a contribué à désarmer le mouvement révolutionnaire chilien. Les nécessités de la préparation politico-militaire, du travail politique envers les soldats et de la création de milices ouvrières et populaires démocratiques ont été confirmées au Chili.

- Les évènements chiliens démontrent que la tactique de la révolution par étape et en alliance avec la « bourgeoisie nationale » est illusoire, particulièrement dans les pays dépendants. Elle a constitué un puissant frein à la consolidation du pouvoir populaire, ainsi qu'un facteur de division du mouvement ouvrier. Aucun patronat n'est prêt à accepter un processus de réformes importantes, s'il n'a pas la garantie que l'État et les classes dominantes garderont le contrôle de la dynamique sociale que de telles réformes déclenchent et que ne sera pas remise en cause la propriété privée des moyens de production. D'autre part, la défaite de l'UP confirme que les secteurs moyens et la petite-bourgeoisie ne peuvent être gagnés au processus qu'en démontrant la force du mouvement révolutionnaire, et non en appelant de manière permanente à la négociation et à la conciliation (avec la Démocratie chrétienne dans le cas chilien). La dynamique de transition au socialisme s'insère dans un processus ininterrompu où la situation de *double pouvoir* doit être résolue en faveur d'un des deux blocs de classes en lutte. Bien entendu, le défi ne s'arrête pas là, bien au contraire : il s'agit par la suite de consolider une telle conquête sociale, ce qui suppose (à la différence des régimes bureaucratiques) de réussir le pari d'une participation sociale pleine et entière sous contrôle démocratique à tous les niveaux de la vie sociale.

En partant de ces quelques brèves lignes de synthèse, quelles perspectives peut-on dégager dans l'Amérique latine d'aujourd'hui ?

- Tout d'abord la nécessité d'une vision ouverte, attentive et non dogmatique de la réalité, savoir intégrer les nouveaux éléments des situations actuelles et comprendre que le contexte de l'Amérique latine des années 1970 est définitivement fermé et aboli. On peut regretter les échos de la révolution cubaine ou rêver sur le geste du pouvoir populaire chilien, mais il faut regarder le présent : la domination et l'hégémonie capitalistes sont telles qu'il nous faut éviter tout réductionnisme et écouter les débats en cours, notamment au sein du mouvement altermondialiste international.
- L'histoire chilienne doit aussi nous amener à réfléchir sur l'autonomie des mouvements sociaux, sur la nécessité de l'indépendance de classe du mouvement ouvrier et sur les relations entre base sociale et direction politique dans le cas où un parti (ou une coalition de partis) qui se réclame du socialisme commence à occuper des charges au sein de l'appareil étatique : le cas du Brésil de Lula doit être un axe de réflexion central à mettre en parallèle avec celui du Chili d'Allende. La social-libéralisation actuelle du gouvernement Lula, la grave crise interne du PT et la position difficile du MST soulignent une fois de plus l'erreur qu'il y aurait à vouloir sacrifier l'autonomie du mouvement social, son indépendance de classe au nom du respect des compromis politiques gouvernementaux, quels qu'ils soient.
- Il est nécessaire, plus que jamais, de revivifier la pensée marxiste, la faire jaillir au sein des nouvelles générations, montrer l'intérêt d'une réflexion critique totale, matérialiste et dialectique sur la société capitaliste. En ce sens, la « vieille discussion » sur « révolution par étape » versus « révolution permanente », les thèmes du développement inégal et combiné, de la dépendance Nord-Sud et les enjeux qu'incarne la nouvelle avancée impérialiste en Amérique latine (Plan Colombie, ALCA, traités de libre-échange, nouveau déploiement militaire yankee, etc...) sont des défis pour tous ceux qui se sentent concernés par la lutte contre le capital mondial. Il est aussi nécessaire de mettre davantage en valeur la richesse des racines culturelles indigènes et autochtones de ce continent, d'y intégrer les luttes des peuples qui le composent et leur droit inaliénable à l'autodétermination ; la combinaison en Bolivie (et dans une moindre mesure en Équateur) des luttes ouvrières, paysannes et indigènes sont porteuses d'espérance et de rébellion contre l'ordre capitaliste et impérial.
- Enfin, l'expérience chilienne et la défaite de la gauche chilienne doivent nourrir le débat sur la question du « sujet révolutionnaire », sur le rôle de l'organisation politique dans un processus d'émancipation. Cela réclame de la part de la gauche révolutionnaire un retour autocritique sur le substitutionnisme envers le mouvement social, le sectarisme, le verticalisme, l'absence de démocratie interne, la tentation de s'auto-proclamer « avant-garde » ou de sélectionner un petit groupe de militant « éclairés » chargés de conduire « les masses ». D'un autre coté, nous avons les illusions de l'antipouvoir ou du contre-pouvoir, du rejet des partis politiques que l'on peut rencontrer dans d'importantes fractions du mouvement altermondialiste actuel, ceci en passant par le mouvement zapatiste mexicain ou des intellectuels comme Tony Negri. Qu'on le veuille ou non, nous sommes confrontés à la nécessité de penser le pouvoir capitaliste, ses capacités destructrices mais aussi sa « naturalisation » par de grandes majorités afin de lui opposer le pouvoir créateur et démocratique des opprimés, des travailleurs, des classes populaires.

L'Amérique latine d'aujourd'hui est malade de l'exploitation sans limites de ses peuples et de ses richesses naturelles, elle croule sous la dépendance, la dictature d'une poignée de riches magnats vendus à l'impérialisme, la négation de ses racines culturelles, la militarisation et la violence. Mais le continent de

Marti, Mariategui, Recabarren et Guevara est aussi en pleine ébullition sociale et sur la voie d'une mobilisation politique tous azimuts. Nombreux sont ceux qui cherchent activement des alternatives à un modèle en crise permanente qui pousse dans la misère des millions de latino-américains. C'est des mobilisations actuelles et des luttes en cours (en Bolivie, au Brésil, au Venezuela, en Argentine et en Équateur notamment) que pourra naître l'énergie créatrice de la transformation sociale révolutionnaire. Ainsi que le rappelait l'un des grands dirigeants du mouvement ouvrier chilien, quelques mois avant sa mort prématurée l'année dernière, dans son « Manifeste d'unité pour l'action de toutes et tous les travailleurs du pays »[9] : l'enjeu est aujourd'hui de prendre conscience de nos faiblesses et d'ouvrir un débat franc avec tous les travailleurs, avec tous les militants, avec tous les exploités, dans la perspective de construire, depuis la base, de nouvelles organisations de classe[10].

1 Habitants des quartiers pauvres et des bidonvilles.
2 Pour connaître le programme et la stratégie de l'UP, voir les nombreux documents et textes d'analyse mis en ligne dans : http://www.rebelion.org/chile.htm.
3 Confédération Unique des Travailleurs : seule grande confédération syndicale au Chili.
4 91 entreprises inscrites dans son programme, dont 74 industrielles, alors que plus de deux cents étaient prévues initialement.
5 Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (créé en 1964). Ce parti, après avoir écarté la majorité de ses adhérents trotskistes et la plupart des vieux leaders ouvriers qui le fondèrent, s'oriente à partir de 1967, davantage vers le modèle cubain. Il s'agit d'un appui critique et extraparlementaire à l'UP, souvent catalogué comme « gauchiste » ou « contre-révolutionnaire » par le PC chilien.
6 Á ce propos, il est vraiment intéressant de consulter le site de l'université de Washington : www.gwu.edu/sarchiv/latin_america/chile.htm, qui présente l'ensemble des archives déclassées du département d'État et des services secrets des USA sur ce sujet.
7 Palais présidentiel.
8 *Carta de la coordinadora Provincial de Cordones Industriales de Santiago*, enviada a Presidente Salvador Allende, Santiago, 5 de septiembre de 1973.
9 H. Velazquez, *Manifiesto de unidad para la acción de todas y todos las y los trabajadores del país*, Coordinadora de sindicatos de base del grupo Luksic, Chile, 2003.
10 Voir Frank Gaudichaud, « Autour du mouvement révolutionnaire chilien », in *Dissidences,* 14-15 janvier 2004, Visiter le site de la revue *Dissidences*, www.dissidence.net

Eustache Kouvélakis

Université de Londres – King's College.

Critique de la citoyenneté (2) Marx et La Question juive

Dans le précédent numéro de ContreTemps, Eustache Kouvélakis ouvrait le débat sur la critique de la notion de citoyenneté, telle qu'elle apparaît notamment chez des auteurs contemporains comme Claude Lefort et Étienne Balibar. Il revient dans cette partie finale sur la conception de la citoyenneté dans Sur La question juive de Marx*, texte fondateur, souvent l' objet de lourds contresens.*

Après ces longs détours dont j'espère qu'ils n'auront pas été entièrement inutiles[1], ou vainement polémiques, je crois qu'il est temps maintenant de passer à Marx lui-même, et plus précisément au texte de *Sur la question juive*. Je ne me livrerai pas à une exégèse détaillée de ce texte, court mais particulièrement dense et riche. Je laisserai notamment de côté tout ce qui relève du politico-religieux *stricto sensu* et me contenterai de trois séries de remarques, qui portent sur des points déjà abordés au cours des développements précédents. Je précise simplement au préalable que, dans ce texte, Marx ne vise pas à traiter systématiquement de la question de la citoyenneté ou des droits de l'homme mais à répondre à Bauer. Celui-ci, sous couvert de phraséologie ultra-radicale, mène un combat contre l'État germano-chrétien de son temps dans des termes qui, en réalité, restent théologiques, internes à cet État qu'il prétend combattre. Bauer rate ainsi tant le contenu de l'« émancipation politique », apportée par la Révolution de 1789, que celui de l'« émancipation humaine », qui constitue désormais – telle est la position nouvelle à laquelle Marx parvient dans les deux textes repris dans les *Annales franco-allemandes*[2] – l'horizon d'une révolution *nouvelle*. Marx se chargera donc de clarifier le contenu de cette distinction, tout particulièrement dans le but de dissiper les illusions de Bauer quant à la signification de l'avènement de l'État politique moderne, qui passe, aux yeux de ce dernier, pour la libération de toute conscience religieuse. Pour cela, il se tournera vers le cas le plus avancé, le plus « pur », de l'État libéral démocratique, dont les États-Unis fournissent la référence. Il montrera ainsi que, malgré la rupture qu'il opère avec l'Ancien régime, l'État moderne garde quelque chose de la transcendance de ce dernier, sous une